

**L**es enquêtes sur les cahiers de doléances des gilets jaunes ont montré une aspiration à la protection face aux aléas de l'économie. Selon vous, quels étaient les ressorts du mouvement des gilets jaunes ?

Une profonde colère de gens qui entendaient être respectés. On trouvait sur les ronds-points des retraités en colère contre la hausse de la CSG, des travailleurs contre la taxe carbone et la hausse du prix de l'essence. J'ai vu à l'époque des travailleurs, salariés, hommes et femmes, qui se disaient les invisibles de la société. C'était une révolte sincère et populaire de personnes qui peinaient à joindre les deux bouts, quand bien même ils travaillaient.

**Dans votre livre, vous dites que le travail est le « ciment » qui peut unir le peuple de France...**

Si l'on ne fait rien, on se dirige vers une France pauvre et rabougrée : avec des petits salaires, des petits boulots, des petits services publics. Ce n'est pas la France que je souhaite. Nous devons reconstruire une France qui réponde à ses besoins et soit indépendante d'autres puissances pour son industrie, ses matières premières, ses médicaments, son acier, etc. Afin d'investir massivement dans l'industrie, l'économie, les services publics, il faut s'appuyer sur le monde du travail pour reconstruire cette France. Ce livre est un appel à prendre conscience de notre force en étant unis. Or le gouvernement, les financiers font tout pour instiller le poison de la division : entre ceux qui travaillent dans le public, traités de privilégiés, et ceux qui travaillent dans le privé ; entre ceux qui ne travaillent pas, traités de fainéants, et ceux qui travaillent ; entre ceux des villes et ceux des champs ; mais aussi sur la religion, l'immigration.

# Fabien Roussel: « Unis, les salariés pèsent, sont forts et ont des intérêts à défendre »

Juste avant le 1<sup>er</sup> Mai, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, publie son troisième livre aux éditions le Cherche Midi, « le Parti pris du travail ». Il souhaite mettre ce thème au cœur du débat public et pense qu'il peut contrer la division des salariés orchestrée par la droite et l'extrême droite.

**Pourquoi la centralité du travail n'a pas bonne presse dans une partie de la jeunesse ?**

Je suis en désaccord : tout dépend du contenu mis dans l'emploi. Je ne connais pas de jeunes qui aspire à l'oisiveté. Les jeunes ont beaucoup d'ambition et sont différents. Certains ont envie de travailler tôt. D'autres aspirent à faire des études longues. Mais tous ont du mal à trouver des débouchés. Ceux qui veulent commencer très tôt se retrouvent avec des conditions de travail très dures. Ce n'est pas un avenir pour nos enfants. Ceux qui ont fait beaucoup d'études ne trouvent pas à travailler dans leur domaine de compétence, avec une rémunération correspondante. On s'étonne que les chercheurs s'en aillent à l'étranger.

**À propos du contenu du travail, François Bayrou disait qu'il fallait travailler plus...**

Plutôt que de demander de travailler plus à ceux qui travaillent dans des métiers difficiles, qui aspirent à partir en retraite plus tôt, je commencerais par dire qu'il faut travailler tous. Il faut proposer un travail à ceux qui n'en ont pas et mettre un garrot sur les suppressions d'emploi. Quatre cents emplois sont menacés chez Vencorex, 6 000 dans la chimie... Avant de dire qu'il faut travailler plus, je dis au premier ministre : « Sauvez les emplois menacés ».

**Comment contrer les divisions ?**

On oppose les salariés les uns aux autres. On nous demande de trouver une solution parmi nous. Mais jamais n'est posée la question du capital, des ultrariches, des revenus financiers, de ceux qui ont vu leur fortune multipliée par deux et leurs impôts baisser depuis qu'Emmanuel Macron est au pouvoir.



**Vous dénoncez les postures qui empêchent d'aborder sereinement la thématique de l'immigration. Quelles sont-elles ?**

Même à gauche, il y a des personnes qui disent qu'on a besoin d'immigrés pour travailler dans des secteurs en tension, exercer les métiers que les Français ne voudraient pas faire. C'est un discours patronal que je ne partage pas. J'aimerais que les métiers difficiles prennent en compte la pénibilité, soient mieux rémunérés, attractifs. L'objectif ne peut être de faire venir des personnes de l'étranger pour les exercer. Je voudrais que chacun puisse dire qu'il est fier que son enfant fasse ce métier. Je trouve dégradant de dire des travailleurs étrangers sur notre sol qu'ils devraient faire des métiers sous-payés, difficiles, au motif qu'ils sont étrangers. C'est une vision esclavagiste de la personne. Nous devons leur

garantir des conditions de travail décentes et promouvoir l'égalité des droits : à travail égal salaire égal, sans distinction.

**Pourquoi considérez-vous le RSA comme une « politique de reniement » ?**

Mettre en place un revenu de substitution, une aide pour celles et ceux qui se retrouvent du jour au lendemain sans rien, du fait d'une conjoncture économique difficile, d'une crise, d'une pandémie, oui. Mais le RSA existe depuis quarante ans : cela signifie qu'on institutionnalise cette politique pour

accompagner le chômage. Il est plus facile de verser un RSA que de résister aux grands groupes qui délocalisent. Je le regrette et j'ai beaucoup plus d'ambition pour mon pays. Je fixe l'objectif d'éradiquer le chômage en cinq ans, de garantir à chacun un emploi, ou une formation avec un salaire au niveau du Smic revalorisé. Il n'y aurait alors plus besoin de mettre en place un RSA, ou alors de manière très résiduelle. Car ceux qui vivent du RSA ne vivent pas mais survivent. Ceux que je rencontre dans mes permanences, avec moins de 600 euros de ressources, sont obligés d'aller chercher des colis alimentaires. C'est pourquoi jamais je ne défendrai le RSA. Je parle toujours des formations rémunérées au Smic, parce que j'ai rencontré trop de gens à qui l'on a proposé des formations, pour lesquelles ils pointent à 9 heures, finissent à 17 heures, doivent »

**« ON OPPOSE LES SALARIÉS LES UNS AUX AUTRES, MAIS JAMAIS N'EST POSÉE LA QUESTION DU CAPITAL, DES ULTRARICHES, DES REVENUS FINANCIERS. »**

» mettre les enfants à la garderie et à la cantine, pour 700 euros par mois. Ils sortent de leur formation et sont endettés. Il faut mettre l'accent sur la formation, mais en échange d'un salaire, comme toute personne qui va travailler.

### Certains vous objecteront que certaines personnes seraient inemployables...

À mon avis, le nombre de personnes inemployables est résiduel. Chacun peut être utile en fonction de ses compétences, de son activité. Beaucoup de personnes en situation de handicap parviennent à avoir une activité professionnelle, encadrée. Tout le monde a sa place dans la société. Quand l'on parle du plein-emploi avec un taux de chômage à 4 %, ce n'est pas acceptable. Le plein-emploi, c'est 0,1 % de chômage.

### Quel choc d'investissement prônez-vous pour réindustrialiser la France ?

Le sujet devrait envahir les médias au moment où le gouvernement demande 40 milliards d'euros d'économies. Or, quand quelqu'un est malade, on ne lui supprime pas ses repas. On lui donne des vitamines. La France est malade. Face à la guerre économique de Donald Trump, il faut libérer l'argent, investir énormément. C'est ce qu'a fait la Banque centrale européenne (BCE) pendant la pandémie, même si elle l'a fait sans donner de critère ; elle a créé de la monnaie et injecté 3 000 milliards d'euros. Il faut aujourd'hui utiliser le bazooka monétaire et

avoir le même choc d'investissement pour les pays de l'Union européenne et pour la France, mais en donnant des critères environnementaux. Les dépôts des banques, de la Caisse des dépôts et consignations, de la Banque publique d'investissement, de la Banque postale s'élèvent à des milliers de milliards d'euros. Je propose que 400 à 600 milliards d'euros soient mis à disposition d'un fonds au service de l'industrie, de nos services publics pour prêter à taux zéro, voire négatifs, sur la base de critères. Cela aiderait à la réindustrialisation du pays, au soutien à l'économie, à l'investissement dans nos services publics. C'est à l'ordre du jour. L'Allemagne le fait en débloquent 500 milliards d'euros pour l'armement et ses infrastructures. Faisons la même chose en France pour relocaliser notre industrie, empêcher son démantèlement et travailler sur de gros projets, notamment dans l'industrie et les transports.

**Alors commissaire au Plan, François Bayrou avait proposé un fonds de 500 milliards d'euros, Mario Draghi un fonds de 750 milliards d'euros à l'échelle européenne. Quelle est la différence avec ce que proposent les communistes ?**

Il est déjà intéressant de relever que, même chez les libéraux, il y en a qui pensent qu'il faut injecter de l'argent et rembourser plus tard. Notre différence est de ne pas vouloir lever ces centaines de milliards d'euros sur les marchés financiers, afin de ne pas être soumis à leur tutelle et de ne pas les distribuer sans contreparties. Nous pouvons faire appel à la BCE qui prêterait directement aux États pour qu'ils financent ces investissements sans être soumis à la tutelle des marchés financiers. Ce n'est pas ce que fait l'Allemagne. C'est ce que proposait en revanche François Bayrou il y a près de deux ans, mais qu'il ne propose plus maintenant qu'il

Fabien Roussel fixe l'objectif d'éradiquer le chômage en cinq ans, de garantir à chacun un emploi, ou une formation avec un salaire au niveau du Smic revalorisé.

**« CE SONT LES TRAVAILLEURS QU'IL FAUT SOIGNER, ET IL FAUT FAIRE EN SORTE QUE TRAVAILLER PERMETTE DE VIVRE, D'ÉLEVER SES ENFANTS, D'ÊTRE HEUREUX. »**



est premier ministre. Nos critères d'attribution de ces prêts à taux zéro ou négatifs seraient définis démocratiquement. On ne peut plus distribuer d'argent gratuit aux grands groupes, surtout quand ils distribuent des dividendes ou délocalisent.

**Envisagez-vous des nationalisations de grandes banques systémiques ?**

Si les banques ne changent pas et continuent de ne prêter qu'aux plus riches, il faudra certainement remettre cette question sur la table, comme nous l'avons fait en 1981.

**Votre livre aborde des questions stratégiques. Comment construire une conscience de classe ?**

Avec un Parti communiste fort et des syndicats plus forts. Nous avons besoin d'avoir des organisations qui défendent le progrès social et la paix. C'est le rôle que devraient jouer les forces de gauche et que joue le PCF. Une conscience de classe ne tombe pas du ciel. Elle se construit en faisant prendre conscience aux salariés qu'unis ils pèsent, ils sont forts et ont des intérêts communs à défendre.

**De multiples clivages existent. Pour vous, le principal doit être celui qui existe entre le capital et le travail ?**

On a vu ces dernières années le rapport de force entre capital et travail être en faveur du premier. Il a bénéficié de toutes les aides, de toutes les lois, a eu droit à la suppression de l'ISF, à la flat tax qui limite l'impôt sur les dividendes, à la baisse des impôts de production. Les actionnaires bénéficient de schémas d'optimisation fiscale énormes au sein de l'UE. Il faut siffler la fin de la récréation. Ce sont les travailleurs qu'il faut soigner, et il faut faire en sorte que travailler permette de vivre, d'élever ses

**« JE PROPOSE QUE 400 À 600 MILLIARDS D'EUROS SOIENT MIS À DISPOSITION D'UN FONDS AU SERVICE DE L'INDUSTRIE, DE NOS SERVICES PUBLICS. »**

enfants et d'être heureux. On a besoin d'une France unie pour affronter ce que nous vivons aujourd'hui.

**Vous écrivez que la gauche à 28 %, « ce n'est pas glorieux ». Où trouve-t-on les voix manquantes ?**

Chez les 72 % qui ne sont pas là. Il y a une marge de progression chez les abstentionnistes. Il faut mener la bataille des cages d'escalier, des maisons. C'est la raison pour laquelle les communistes lancent cette campagne « Produire et protéger » devant les portes des entreprises, des services publics. Le but est de s'adresser à tous les salariés du public et du privé pour leur dire que la plus belle des richesses de la France ce sont eux et qu'ensemble on peut reconstruire notre pays.

**Et, ces voix, il est possible de les trouver parmi les anciens électeurs macronistes, de droite ?**

Beaucoup de gens m'abordent et me disent : « Monsieur Roussel, on aime bien ce que vous dites, on est perdus. » Ils me disent sincèrement : « On a voté à gauche, on a voté à droite, on ne sait plus pour qui voter. » Je sens qu'il y a une grande volatilité dans l'électorat. Je ne m'adresse pas aux adhérents de certaines forces politiques, aux gens qui ont des convictions profondes et n'en changeront pas. Je m'adresse à ceux qui doutent, ne savent plus, ont été déçus par la gauche et par la droite. La crise est tellement forte qu'il faut avoir de l'audace, oser parler à tout le monde.

**Vous avez rencontré des gens mécontents des hommes politiques quels qu'ils soient. Quel reproche adressent-ils à la gauche ?**

Ils ne reprochent pas tant quelque chose à la gauche qui n'a plus exercé le pouvoir depuis longtemps. Ils mettent tous les responsables politiques dans le même sac. Avant les forces politiques, les syndicats structuraient la vie démocratique. On parlait politique dans les repas de famille, de ce qui se passait au travail. Cela faisait naître une conscience de classe, l'esprit civique. Aujourd'hui, les dirigeants ont réussi à dégoûter les gens de la politique. C'est là-dessus que grandissent les populistes, les dictatures. Cela produit des votes colère, des votes coup de poing, des votes coup de sang. C'est ce qui m'inquiète le plus.

**Ce livre développe plusieurs points programmatiques. Quel est son rôle, prépare-t-il l'échéance de 2027 ?**

Il est immédiat. Il aborde le budget de la France, la façon de réindustrialiser le pays. Il appelle à faire le choix de l'investissement plutôt que de la cure d'austérité. Je suis en campagne pour aujourd'hui, pour que cela change maintenant, pour peser dans le débat politique et pour montrer qu'il y a d'autres choix à faire que des économies sur la Sécurité sociale, les hôpitaux, les retraités. Mon livre sert à nourrir le débat et le combat, maintenant. C'est aussi un livre programme pour la suite. Reconstruire la France par le travail, les salaires, l'investissement dans notre appareil productif, notre industrie, les grands travaux... doit être pour nous, pour moi, au cœur de la campagne de 2027. C'est essentiel. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR  
GAËL DE SANTIS

gael.desantis@humanite.fr

PHOTOGRAPHIES : AYOUB

BENKARROUM / REA POUR L'HUMANITÉ

